RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-114/24-03/CC/SG

du 24 mars 2021 relative à la requête de Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther tendant à l'annulation de l'élection de Monsieur Adama BICTOGO dans la circonscription électorale n° 002

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la décision n° 002/CEI/EDAN/CC du 9 mars 2021 portant proclamation des résultats provisoires des élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Vu la requête de Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther, en date du 13 mars 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le 15 mars 2021 sous le numéro 116/EL/2021 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Rapporteur ;

Considérant que, par la requête susvisée, Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther, candidate et tête de liste du groupement politique EDS-PDCI-RDA, ayant pour conseils maître DIRABOU Mathurin et BOBRE Félix, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, a saisi le Conseil constitutionnel d'une demande tendant à l'annulation de l'élection législative du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n°002, Agboville-commune ;

Considérant qu'au soutien de sa requête, Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther expose qu'au terme du vote, la Commission Electorale Indépendante (CEI) l'a créditée de 5 510 voix, la plaçant en deuxième position après Monsieur Adama BICTOGO qui a été crédité de 7.513 voix ;

Que ce résultat n'est pas conforme à la vérité des urnes et que cette élection, entachée de nombreuses irrégularités doit être annulée par le Conseil constitutionnel sur le fondement des moyens portant notamment sur la violation de la directive de la CEI, la violation de l'arrêté n°35/CEI/PDT du 17 février 2021 portant sécurisation des procès-verbaux de dépouillement des votes en vue de l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, des irrégularités sur les procès-verbaux de dépouillement des votes et d'autres irrégularités constatées par un Commissaire de justice ;

Que, relativement aux deux premiers moyens, la requérante expose qu'en vue de sécuriser le processus électoral, la CEI a mis en place un mécanisme qui consiste en l'apposition obligatoire d'hologrammes communément appelés stickers sur les bulletins uniques de vote et les procès-verbaux de dépouillement de vote ;

Que ce mécanisme est prévu d'une part, par la directive du Président de la CEI en date du 30 septembre 2020 suivant laquelle « *l'hologramme doit être apposé sur les bulletins uniques de vote et les procès-verbaux de dépouillement des votes. Son emplacement est tiré au sort avant le début du vote par les membres du bureau de vote. Il permet de sécuriser et d'authentifier le bulletin de vote et le procès-verbal de dépouillement des votes* » ;

Que ce mécanisme est contenu d'autre part, dans l'article 1^{er} de l'arrêté n°35/CEI/PDT du 17 février 2021 portant sécurisation des procès-verbaux de dépouillement des votes en vue de l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 qui dispose que « *un hologramme (sticker) mis à la disposition du bureau de vote par la Commission Electorale Indépendante (CEI), sera apposé à un emplacement indiqué sur le procès-verbal de dépouillement des votes après que celui-ci a été renseigné et signé par les membres du bureau de vote et les représentants des candidats* » ;

Considérant que la requérante expose, qu'il ressort de ces deux actes réglementaires, que l'apposition des stickers sur ces documents électoraux est une obligation, en ce que les termes « *doit être apposé* » et « *sera apposé* » contenus respectivement dans la directive du Président de la CEI et l'arrêté susmentionnés traduisent un caractère obligatoire ;

Que dès lors, selon la requérante, seuls les procès-verbaux munis de stickers sont considérés comme authentiques, et ceux qui n'en sont pas revêtus sont source de doute entachant l'authenticité et la sincérité du vote ;

Qu'en l'espèce, il ressort des constatations, que quarante-cinq (45) procès-verbaux de dépouillement de vote *sont dépourvus de stickers, de sorte qu'ils ne sauraient être considérés comme valides au regard de la directive et de l'arrêté ci-dessus indiqués ;*

Que, par ailleurs, de ces procès-verbaux dépourvus de stickers, il ressort les chiffres suivants :

- nombre d'inscrits : 19.089
- votants : 7.270
- suffrages exprimés : 7.143

Qu'en raison de ces procès-verbaux irréguliers, 7.143 suffrages exprimés encourent l'annulation et ne seront pas comptabilisés ;

Considérant qu'en ce qui concerne le moyen tiré des irrégularités sur les procès-verbaux de dépouillement de vote, la requérante expose d'une part, que ces irrégularités se constatent au regard de l'illisibilité des mentions y figurant ;

Qu'ainsi, selon elle, les mentions des procès-verbaux issus des bureaux de vote n° 3 du centre de vote de « DIOULAKRO » et n° 1 du centre de vote « GS SOKOURA » sont totalement illisibles, de sorte qu'il est impossible d'attribuer des voix à tel ou tel candidat ;

Que de l'examen de ces procès-verbaux illisibles, il ressort que quatre cent sept (407) suffrages exprimés ne seront attribués à aucun candidat ;

Qu'il y a donc lieu de prononcer l'annulation desdits procès-verbaux ;

Considérant que la requérante expose, d'autre part, que les mêmes irrégularités se constatent aussi du fait de la non attribution d'un total de 198 voix aux candidats des bureaux de vote n°1 du centre de vote « EPP GANTOIS » et n°2 du centre de vote « INSTITUT ACADEMIE EBENEZER » ;

Considérant que, sur le quatrième (4^{ème}) moyen tiré des autres irrégularités constatées par acte de Commissaire de justice, elle explique que dans les centres de vote de DIOULAKRO III, d'OBODJEKRO et de BONIKRO/AGBOVILLE, les superviseurs ont intercepté des procès-verbaux de dépouillement de vote pré-remplis alors que le scrutin se déroulait ;

Que ces faits constituent une fraude et enlèvent au scrutin sa crédibilité en vertu de l'adage juridique latin « *fraus omnia corrumpit* » (la fraude corrompt tout) ;

Considérant que la requérante expose, enfin, que du fait des irrégularités, il ressort de la circonscription électorale d'AGBOVILLE-commune, que sur un total de 15.874 votants, 7.748 suffrages encourent l'annulation, soit 51,83 % des suffrages exprimés ;

Que dès lors, le Conseil constitutionnel prononcera l'annulation du scrutin dans la mesure où seuls 48,17 % des suffrages exprimés méritent d'être comptabilisés pour désigner le vainqueur ;

Considérant, sur la recevabilité, **que** Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther était candidate à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 002 ; qu'elle a la qualité pour agir conformément à l'article 101 alinéa 1 du Code électoral ; que sa requête a été introduite dans les forme et délai légaux ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Considérant, sur le fond, **que** contrairement à l'absence d'hologramme (sticker) sur le bulletin de vote qui est sanctionnée par la nullité du vote tel qu'il ressort de l'article 3 de l'arrêté 039/CEI/PDT du 17 février 2021 portant définition des bulletins valides, des bulletins nuls, des bulletins blancs et du suffrage exprimé en vue de l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021, il n'est prévu aucune sanction pour l'absence de sticker sur le procès-verbal de dépouillement de vote ;

Considérant, par ailleurs, **que** l'absence de stickers sur les procès-verbaux ne constitue pas, « prima facie », un vice substantiel de nature à altérer la régularité du scrutin, sauf à démontrer que les renseignements qui y sont portés sont manifestement inexacts ou contraires à la vérité des urnes ;

Qu'en outre, les représentants de la requérante ayant signé les procès-verbaux de dépouillement de vote sans y mentionner d'observations en rapport avec les griefs allégués, il y a lieu de déclarer le moyen mal fondé ;

Considérant, sur les griefs tirés des irrégularités des procès-verbaux liées à leur illisibilité et à l'impossibilité d'attribuer des voix aux candidats, **que** lesdits griefs ne sauraient prospérer ;

Qu'en effet, il résulte de l'examen des procès-verbaux de dépouillement que le Conseil constitutionnel a en sa possession, et notamment ceux des bureaux de vote n° 3 du centre de vote de « Dioulakro » et n° 1 du « G.S. SOKOURA » dénoncés par la requérante, qu'ils sont parfaitement lisibles et attribuent respectivement 183 voix à Monsieur Adama BICTOGO et 01 voix à Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther, puis 208 voix à Monsieur Adama BICTOGO et 10 voix à Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther ;

Qu'en tout état de cause, les représentants de la requérante ayant signé ces procès-verbaux sans émettre de réserve, il y a lieu de rejeter ce moyen comme mal fondé ;

Considérant, sur le moyen de la requérante tenant à l'interception de procès-verbaux de dépouillement de vote pré-remplis, **que** les superviseurs auditionnés par le Commissaire de justice KOUAME KOUAME JEAN ont tous déclaré que lesdits procès-verbaux de dépouillement de vote ont été, soit détruits, soit retirés ;

Qu'il en résulte qu'ils n'ont pas été comptabilisés et n'ont pas pu servir au candidat dont l'élection est contestée à commettre des fraudes ; que dès lors, ce moyen n'est pas fondé et doit être rejeté ;

Que de tout de ce qui précède, il y a lieu de déclarer la requête mal fondée et de la rejeter ;

DÉCIDE :

Article premier : La requête de Madame AKE M'BO Hohonon Fleur Esther est régulière et recevable en la forme ;

Article 2 : Ladite requête est mal fondée et est rejetée ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée à la Commission Electorale Indépendante (CEI), aux parties, ainsi qu'à l'Assemblée nationale et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 24 mars 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONÉ	Président
Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KOUAMÉ KINDOH épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

CAMARA Siaka

Mamadou KONÉ

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 24 mars 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka